

Bousquet, Marie-Pierre et Karl S. Hele (dir.). *La blessure qui dormait à poings fermés. L'héritage des pensionnats autochtones au Québec*. Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 2019, 332 p.

Helga E. Bories-Sawala

Volume 75, numéro 1-2, été–automne 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1088218ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1088218ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bories-Sawala, H. E. (2021). Compte rendu de [Bousquet, Marie-Pierre et Karl S. Hele (dir.). *La blessure qui dormait à poings fermés. L'héritage des pensionnats autochtones au Québec*. Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 2019, 332 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 75(1-2), 197–200.  
<https://doi.org/10.7202/1088218ar>

Brillant, tombé face à l'ennemi et récipiendaire de la Croix de Victoria, la société québécoise a voulu rapidement tourner la page, rejetant dans les abîmes de l'oubli ces hommes, avant de les redécouvrir progressivement. Dans le cas de Jean Brillant, sa famille fut particulièrement active pour préserver sa mémoire. Ce livre de Luc Bertrand, par le biais de Septentrion, participe à cette démarche qui consiste à rendre accessible au grand public les vies de combattants canadiens-français et de rappeler que près de 75 000 d'entre eux participèrent à la Première Guerre mondiale, volontaires comme conscrits. Combien restent encore à tirer de l'ombre ?

MOURAD DJEBABLA

*Collège militaire royal du Canada, Saint-Jean-sur-Richelieu*

Bousquet, Marie-Pierre et Karl S. Hele (dir.). *La blessure qui dormait à poings fermés. L'héritage des pensionnats autochtones au Québec*. Montréal, Recherches amérindiennes au Québec, 2019, 332 p.

La publication en 2015 du rapport final de la Commission vérité et réconciliation (CVR) sur le scandale de l'assimilation forcée des enfants autochtones dans les pensionnats au Canada a créé une onde de choc et de honte, accompagnée par les larmes publiques de dirigeants politiques. Or, avec quelques années de recul, il convient de poser de nouvelles questions. Entre les plus de 130 internats implantés dans l'Ouest et les Prairies canadiennes, depuis la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, et les six internats québécois créés un siècle plus tard et ayant connu pour la plupart une existence beaucoup plus courte, s'agit-il d'un seul et même phénomène ?

Le rapport de la CVR ignorant largement la particularité québécoise (comme l'a signalé Brian Gettler en 2017 dans la *Canadian Historical Review*), les auteurs des nouveaux manuels d'histoire au Québec, obligés, à la dernière minute, de mieux tenir compte de la perspective autochtone<sup>2</sup>, se sont trouvés devant un état de la recherche lacunaire. Seule l'étude pionnière d'Henri Goulet permettait alors de se faire une idée de la spécificité des pensionnats québécois<sup>3</sup>.

2. Helga E. Bories-Sawala et Thibault Martin, *EUX et NOUS. La place des Autochtones dans l'enseignement de l'histoire nationale du Québec*, vol. 3, livre numérique en accès libre, Université de Brême, 2019.

3. Henri Goulet, *Histoire des pensionnats indiens catholiques au Québec. Le rôle déterminant des pères oblats* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2016).

L'ouvrage collectif sous la direction de Bousquet et Hele vient combler certaines de ces lacunes. Dix-huit auteurs autochtones et non autochtones y abordent les finalités des pensionnats, le vécu des pensionnaires, les procédures d'indemnisation et de la «réconciliation» et enfin, dans une annexe, l'action du Projet Wampum, fondé en 2012 pour favoriser de plus justes rapports entre Autochtones et non-Autochtones. Devant l'impossibilité de commenter adéquatement chacun de ces éléments, seuls certains seront retenus ici.

Les deux premières contributions illustrent la grande diversité des approches : il s'agit de l'introduction scientifique par les éditeurs de l'ouvrage et de l'avant-propos troublant de Maurice J. Kistabish, qui a subi les agressions sexuelles d'un ancien pensionnaire et se considère par conséquent une « victime collatérale » et un « survivant » du pensionnat, même s'il ne l'a jamais fréquenté. Brieg Capitaine le rejoint dans cette posture, en défendant contre toute critique l'emploi de tels termes empruntés au contexte de la Shoah.

Paul Charest souligne, à propos de l'internat de Sept-Îles/Malietenam, que la plupart des enfants autochtones fréquentaient des écoles de jour et non des pensionnats. Les missionnaires qui y œuvraient étaient loin de vouloir les couper de la culture de leurs parents. Les familles autochtones, au 19<sup>e</sup> siècle, étaient d'ailleurs alphabétisées et transmettaient ces savoirs avec la culture traditionnelle. C'est l'industrialisation rapide après 1945 qui crée le besoin d'une formation professionnalisante, qui sera assurée par les Oblats, alors que le gouvernement canadien se détourne déjà des « écoles résidentielles » (jugées trop coûteuses). Dès l'ouverture, en 1952, les parents innus y inscrivent massivement leurs enfants, sans y être contraints. Le but des oblats était l'évangélisation, bien entendu, mais tout en respectant la culture et la langue autochtones, que les enseignants étaient censés d'apprendre. Une rencontre d'anciens pensionnaires à Malietenam en 1997 a eu pour but explicite « de contrer l'image négative maintenant attachée aux pensionnats autochtones à travers le Canada, et à celui de Malietenam plus particulièrement » (p. 58).

Marie-Pierre Bousquet retient, à propos de l'internat d'Amos (1955-1972), que le désir des parents autochtones de voir leurs enfants acquérir une qualification moderne servait bien les visées des Blancs pour qui « les Amérindiens devaient devenir des êtres productifs pour le pays » (p. 113). Or, souvent, les études dans ces établissements ne sont pas à la hauteur des attentes des parents et qu'il s'agissait, dans une perspective assimilationniste, de favoriser la sédentarité et des dispositions morales conformes

aux besoins de l'économie. La fermeture du pensionnat d'Amos en 1972 sera suivie par des initiatives autochtones pour reprendre en main l'éducation comme le préconisait la Fraternité des Indiens du Canada dans le document d'orientation « La maîtrise indienne de l'éducation indienne », publié la même année.

Emanuelle Dufour affirme également que le projet d'un pensionnat pour Betsiamites correspond à la volonté des Autochtones. L'étude des écrits de la congrégation des Oblats de Marie Immaculée révèle des éléments étonnants. Le père André Renaud directeur des études à la Commission des affaires indiennes et esquimaudes (1954-1963), s'oppose vigoureusement à « l'imposition d'une éducation scolaire à la blanche » et exige de « conserver à nos enfants leur mentalité indienne » (p. 72). Pour lui, les Autochtones sont « des humains ayant droit plus que tout autre homme au titre de Canadien ». Leur « injuste situation » résulterait de « 200 ans de domination européenne » (p. 70) et devrait être redressée au plus vite. Renaud participera à des initiatives d'éducation autochtone autogérée, comme la création du Collège Manitou (1973-1976), prédécesseur de l'actuel Institut Kiuna.

Bien entendu, la critique d'un père Renaud ne change rien au fait que les églises chrétiennes avaient bel et bien mis en œuvre, dans leurs pensionnats, les buts assimilationnistes du gouvernement canadien depuis le 19<sup>e</sup> siècle et qu'ils se trouvent confrontés à l'exigence de demander pardon, sujet qu'aborde Jean-François Roussel dans sa contribution.

La situation des Inuits jusqu'à l'autonomie au sein de la Commission scolaire Kativik est traitée par Francis Lévesque, Mylène Jubinville et Thierry Rodon. Joel Montanez étudie les expériences vécues par une vingtaine d'anciens pensionnaires inuits. Ils et elles évoquent la douleur de la séparation et la discipline stricte qui régnait, mais aussi le plaisir d'apprendre et les amitiés. Aucun ne se souvient d'avoir subi personnellement des agressions sexuelles. Bien que l'enquêteur hésite à les croire sur ce point, la plupart des témoins tirent un bilan positif de leur expérience, même quand il leur demande explicitement de se souvenir d'expériences douloureuses. La plupart confieraient leurs propres enfants à un pensionnat ; un seul l'exclut catégoriquement.

Karine Vanthuyne et Anne-Marie Reynaud étudient les circonstances dans lesquelles d'anciens pensionnaires font valoir leur droit à une indemnisation et constatent les frustrations engendrées par les procédures, mais aussi les ressources de la résilience. Plusieurs sont déçus de constater que seules leurs expériences dans les pensionnats semblent compter, et non les

véritables enjeux : leurs droits territoriaux ancestraux et l'autonomie. Les larmes à propos des écoles résidentielles leur paraissent une compensation bien légère pour les siècles d'expropriation et de discrimination. Mais cela n'est sans doute pas une spécificité québécoise... En résumé, ce livre allie le regard sur l'histoire à l'attitude des responsables et au vécu d'anciens pensionnaires. Toutes ces pistes méritent d'être poursuivies.

HELGA E. BORIES-SAWALA

*Institut brêmeois des études canadiennes et québécoises (Université de Brême)*

Demers, Maurice et Catherine Vézina (dir.). *L'Amérique du Nord. Une histoire des identités et des solidarités*. Québec, Presses de l'Université Laval, 2020, 174 p.

Il est difficile, au lendemain de la tumultueuse présidence de Donald Trump, de penser l'Amérique du Nord autrement qu'à travers les rapports de pouvoir liant le Canada et le Mexique aux États-Unis. C'est pourtant ce que nous proposent Maurice Demers (Université de Sherbrooke) et Catherine Vézina (Centro de Investigación y Docencia Económicas de Mexico) dans cet ouvrage collectif, fruit d'un projet réalisé dans le cadre du Groupe de travail Québec-Mexique, vecteur de diplomatie publique créé en 1982 et coordonné par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec et par le Secrétariat des relations extérieures du Mexique. Le livre rassemble sept spécialistes des deux pays, « voisins du voisin » (p. 2), afin de jeter un nouvel éclairage sur ce qui les rapproche au-delà des liens économiques et politiques découlant de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM).

S'il est vrai que ces traités de libre-échange ont permis au Canada, au Mexique et aux États-Unis de se constituer en « région » (p. 1), il n'en demeure pas moins que les laborieuses négociations entourant l'ACEUM ont mis à l'épreuve les dynamiques d'échanges et d'intégration entre les trois pays. Conçu durant cette période, soit entre 2017 et 2019, *L'Amérique du Nord. Une histoire des identités et des solidarités* témoigne du rôle significatif que peuvent jouer universitaires et membres de la société civile, en partenariat avec des acteurs étatiques, dans l'avancement des relations internationales et interculturelles du Canada, mais aussi du Québec.

Le but déclaré de cet ouvrage est de mettre en œuvre connaissances et